

DES EMPLOIS TROP PRÉCAIRES

M. Hammouda, expert statisticien chef de division à l'ONS, par ailleurs directeur d'études au Cread, a pris le relais ce dimanche à la Fondation Friedrich Ebert pour présenter une analyse rétrospective de la question de l'emploi, du chômage, des salaires et de la productivité du travail dans notre pays, sur la base d'une étude réalisée par Bachir Boulahbel, cadre supérieur au Commissariat à la planification et la prospective.

La période considérée, 2001-2007, commence à courir avec le lancement du programme de soutien à la relance économique (politique économique basée sur une relance par la demande globale), consécutif à l'achèvement formel du Programme d'ajustement structurel en 1998 qui a permis la restauration de la stabilité macroéconomique. La conjoncture internationale en matière d'hydrocarbures est favorable sur toute la période, avec un prix du baril de pétrole qui est passé en prix courants de 24,5 dollars en 2001 à plus de 74 dollars en 2007. Des «résultats probants en matière de croissance économique» ont été obtenus au cours de la dernière décennie, grâce «principalement» à une conjoncture pétrolière très favorable, impactant positivement la création d'emplois et le niveau de vie général de la population. Le chômage et le sous-emploi restent cependant prégnants. Les jeunes en sont les plus affectés.

La politique budgétaire en a constitué le principal levier, avec notamment

- un budget d'équipement sans précédent pour soutenir la croissance économique ;
- une gestion monétaire et financière prudente pour préserver la stabilité retrouvée du cadre macro-financier ;

- des augmentations de salaire et la création d'emplois aidés pour stimuler la consommation et répondre à la demande sociale en hausse : à ce titre, plus de 150 milliards de dollars ont été injectés pour financer la dynamisation des activités productives agricoles, renforcer les services publics dans l'hydraulique, les transports et les infrastructures, et améliorer le cadre de vie des populations. Le programme de soutien à la relance économique (PSRE), étalé sur la période 2001-2004, et le Programme consolidé de soutien à la croissance (PCSC) sur 2005-2009, auxquels se sont rajoutés en 2007 deux programmes spéciaux (pour le Grand Sud et les Hauts-Plateaux), ont concouru à maintenir le taux d'investissement (rapport de l'accumulation brute des fonds fixes - ABFF - au PIB) à un niveau élevé sur la période (à près de 25% en moyenne) et à stimuler la croissance économique. Les investissements publics (Etat et Sonatrach) forment cependant 70% de l'ABFF.

Le PIB a ainsi augmenté de 4,5% en moyenne annuelle (+2,8% par habitant), et tous les secteurs d'activité ont contribué à cette croissance. Avec un taux d'inflation de 2,3% en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat des salariés aurait augmenté de 0,2% par an entre 2001 et 2006. Toutefois, les salariés semblent avoir tiré un moindre bénéfice de l'évolution favorable de la conjoncture économique que les indépendants (la part de leurs revenus dans le revenu brut des ménages ayant progressé) et les détenteurs de capital (augmentation de la part de l'excédent d'exploitation).

Néanmoins, le pouvoir d'achat qui en a résulté est d'autant plus conséquent que

l'inflation est maîtrisée, avec 2,5% en moyenne annuelle depuis 2001. En fin de période, une accélération des prix s'est cependant produite (3,5% en 2007), provoquée surtout par l'envolée au niveau mondial des prix des biens à fort contenu d'import, notamment ceux des produits alimentaires. L'onde continue de se propager : sur les cinq premiers mois de 2008, les prix ont augmenté de 5,4%. C'est le plus haut niveau enregistré depuis 1997 où l'inflation avait grimpé à 5,7%. L'intervention des pouvoirs publics, par des subventions importantes (lait, céréales) et en augmentant les salaires des fonctionnaires, en a limité l'impact. La nature et le niveau de la croissance économique observés sur la période 2001-2007 n'ont pas été sans conséquence, positive, significative sur l'emploi et le chômage.

L'emploi a enregistré une progression remarquable de 5,5% par an entre 2001 et 2007, rythme deux fois plus élevé que celui observé entre 1997 et 2001. Il s'agit de la moyenne annuelle évaluée sur les stocks d'emploi de 2007 et 2001. Le cheminement annuel est marqué par des variations très instables. Cela s'est notamment manifesté pour les années 2004 et 2006. L'emploi global aurait progressé de 16,7% en 2004 et de 10,3% en 2006. Ces fortes progressions concernent tous les secteurs économiques.

Cela correspond à la création nette de plus de 2,3 millions d'emplois nouveaux. Une performance d'autant plus marquante qu'elle est largement supérieure au rythme d'accroissement de la population active (+2,5% par an), ce qui a permis non seulement de satisfaire toute la demande nouvelle de travail (estimée à 1 400 000 per-

sonnes sur la période), mais aussi de réduire sensiblement le stock de chômeurs (de plus de 965 000 personnes) et le taux de chômage de moitié (le faisant chuter de 27,3% à 13,8%). Fait encourageant, une analyse plus fine de l'évolution des taux de chômage relativement à la situation de 2001, selon les groupes d'âges, laisse apparaître une baisse des taux de chômage plus importante pour les groupes d'âges inférieurs : elle est de 25,2 points de pourcentage pour les jeunes âgés de moins de 20 ans, de 22,4 points pour ceux du groupe d'âges 20-24 ans (ces deux groupes contribuent pour 42% à la baisse totale en points de pourcentage), et passe à 17,9 points pour les 25-29 ans à 5,6% pour les 55-59 ans. Les politiques (économique et sociale) mises en œuvre semblent donc avoir été favorables aux jeunes de façon générale. Néanmoins, pour toute la population au chômage, plus de 35% ont un niveau secondaire ou supérieur. Une exception toutefois : les diplômés du supérieur dont le chômage semble prendre une dimension inquiétante. Dans l'ensemble, les personnes au chômage présentent un profil d'instruction relativement meilleur que celui des occupés. Les proportions de chômeurs sans instruction (3,3%) et de niveau primaire/alphabétisé (19,1%) sont plus faibles que celles respectives des occupés (14 et 24,6%). La situation en termes de niveau d'instruction s'améliore encore à partir du moyen, les proportions devenant plus élevées pour les chômeurs. La structure des nouveaux emplois est un indicateur de leur précarité. La quasi-totalité des créations nettes de l'emploi sur la période 2001-2007 est le fait du secteur des

services (hors administration) et du BTP, dont l'emploi a augmenté, en moyenne annuelle, respectivement de 15,3 et de 9,2%. Ces résultats sont cohérents avec les performances économiques des deux secteurs qui ont enregistré des taux de croissance appréciables de leur valeur ajoutée (respectivement 8,4 et 5,8% en moyenne annuelle).

Par contre, l'industrie a vu ses effectifs progresser moins rapidement (+3% par an), confirmant son faible dynamisme, alors que l'emploi agricole a régressé de près de 2 points de pourcentage. Le recul est surtout observé entre 2006 et 2007, avec une baisse de plus de 27% entre les deux années, affectant négativement la variation globale de l'emploi et conduisant à une augmentation du taux de chômage. Les recrutements dans l'administration restent limités (+2% en moyenne annuelle). Dans l'ensemble, «la qualité des emplois créés, liée à la nature des activités des principaux secteurs qui les ont générés (BTP et services), présente une dimension de précarité prononcée, en termes de durabilité et ou de productivité».

L'emploi informel (ce qualificatif se rapporte à la non-déclaration à la Sécurité sociale) fait des ravages : plus de 53% des occupés ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale, soit près de 5,3 millions de personnes, avec une concentration dans l'agriculture et le BTP — les deux branches d'activité ayant la plus forte proportion de travailleurs non déclarés (respectivement 86,7 et 78,3%). La caractéristique du chômage selon le niveau d'instruction est un élément révélateur de la nécessité d'améliorer le niveau des travailleurs en poste. Sur ce



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

point particulier, une première satisfaction est exprimée par l'auteur : un dinar de salaire ramenait 6,7 dinars de valeur ajoutée en 2001 (5,8 dinars pour le privé et 7,7 dinars pour le public). Il en ramène 9 en 2007 (6,5 dinars pour le privé et 12,8 dinars pour le public). Cela peut facilement s'interpréter comme une amélioration de la productivité du travail par la baisse relative du coût salarial, le secteur public apparaissant comme plus performant que le secteur privé (la tendance est d'ailleurs lointaine et s'observe depuis 1995). Ce résultat est intuitivement logique puisque, dans les réformes engagées, le facteur travail (salaires et/ou effectifs) a toujours constitué une des premières variables d'ajustement, et le secteur public a été le plus concerné par les exigences d'efficacité induites.

En somme, si la croissance économique n'a pas été négligeable (5,5% en moyenne annuelle), sa durabilité s'annonce problématique en raison du rôle central joué par la dépense publique, en relation avec la conjoncture très favorable du marché des hydrocarbures.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

LES CHIFFRES DES KIDNAPPINGS VONT EXPLOSER !

Bientôt le 27e jour du Ramadan. C'est ce jour-là précisément que les petits garçons apprennent à se méfier des adultes ...

...habillés d'une blouse blanche

Si ! Si ! Je vois d'ici vos regards et vos réflexions murmurées : «Les derniers jours de Ramadan ne réussissent vraiment pas à Hakim. Il déraile sec !» Pourtant, je puis vous assurer que je ne déraile pas. Je vous conjure de ne pas me regarder comme un frapadingue. J'ai en ma possession un scoop, une information que moi seul détiens. C'est une bombe. Et c'est d'ailleurs pour cela que je vous implore de garder pour vous ce que je vais vous révéler. Il ne faut pas qu'eux, là-haut, sachent que nous, en bas, savons. Vous êtes prêts ? Je me lance : les chiffres actuels des kidnappings ne sont rien par rapport à ceux qui vont venir. L'Algérie va connaître une flambée des statistiques des enlèvements. Et quand j'écris une «flambée», je puis vous assurer que je reste mesuré. Attendez-vous, dans les prochaines semaines, les toutes prochaines semaines à être la cible de kidnappings à large échelle. Personne ou presque n'y échappera. Le matin, au réveil et au sortir de votre domicile, des autobus vous attendront juste devant vos portes. Et si ce n'est pas devant chez vous, ils viendront vous enlever sur votre

lieu de travail pour, là aussi, vous embarquer de force. Même vos enfants n'y échapperont pas. Ils seront sortis de leurs classes manu militari, et emmenés vers la même destination. Sans aucune explication. Tous ces bus pleins de vous, pleins de nous tous, convergeront chaque jour vers un endroit donné. Et c'est là que, marmaille, papas et mamans, grands-pères et grands-mères, oncles, tantes, cousins et voisins seront détenus. Le temps d'une journée. Une journée au cours de laquelle nous subirons tous de mauvais traitements. Comme de rester debout sous le soleil ou la pluie à attendre quelqu'un qui arrivera toujours avec deux à trois heures de retard et que nos kidnappeurs nous forceront à applaudir à tout rompre, même si le gars ne dit rien de particulièrement intéressant. Ces séances de torture collective atteindront leur sommet, le fin du fin du raffinement cruel, lorsqu'on nous contraindra à chanter les louanges du gars en retard, à jurer que nous l'aimons bien plus que notre famille et juste un peu moins que Dieu. Et que nous voulons nous lier à lui pour l'éternité. En fin de journée, lorsque lui sera parti, on nous relâchera enfin. Sans demande de rançon. Evidemment ! La rançon, nous la versons régulièrement. Tous les ans. Depuis 1962. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



Jusqu'à



de remise sur les pièces détachées
d'origine Hyundai

Rendez-vous au magasin de pièces détachées de Hassiba Ben Bouali